

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1974 Nr. 32

---

---

A. TITEL

*Overeenkomst inzake beperking van het aantal gevallen van  
staatloosheid;  
Bern, 13 september 1973*

B. TEKST

**Convention tendant à réduire le nombre des cas d'apatridie**

Les Etats signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, désireux de réduire le nombre des cas d'apatridie, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er

L'enfant dont la mère a la nationalité d'un Etat contractant acquiert à la naissance la nationalité de celle-ci au cas où il eut été apatride.

Toutefois, lorsque la filiation maternelle ne prend effet en matière de nationalité qu'au jour où elle est établie, l'enfant mineur acquiert à ce jour la nationalité de sa mère.

Article 2

Pour l'application de l'article précédent, l'enfant né d'un père ayant la qualité de réfugié est considéré comme ne possédant pas la nationalité de celui-ci.

Article 3

Les dispositions des articles précédents s'appliquent dans chaque Etat contractant aux enfants nés après l'entrée en vigueur de la Convention dans cet Etat ou encore mineurs à cette date.

#### Article 4

Lors de la signature, de la notification prévue à l'article 6 ou de l'adhésion, chaque Etat contractant pourra déclarer qu'il se réserve le droit:

- a) de limiter l'application des articles précédents aux enfants nés sur le territoire d'un Etat contractant;
- b) de ne pas appliquer l'article 2;
- c) de n'appliquer l'article 2 que lorsque le père est reconnu comme réfugié sur son territoire.

Les réserves prévues au précédent alinéa pourront être retirées totalement ou partiellement à tout moment par simple notification au Conseil Fédéral Suisse.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera les Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute réserve formulée ou retirée en application du présent article.

#### Article 5

La Convention ne met pas obstacle à l'application des conventions internationales ou des règles de droit interne plus favorables à l'attribution à l'enfant de la nationalité de sa mère.

#### Article 6

Les Etats signataires notifieront au Conseil Fédéral Suisse l'accomplissement des procédures requises pour rendre applicable sur leur territoire la présente Convention.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera les Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification au sens de l'alinéa précédent.

#### Article 7

La présente Convention entrera en vigueur à compter du trentième jour suivant la date du dépôt de la deuxième notification au sens de l'article 6 et prendra, dès lors, effet entre deux Etats ayant accompli cette formalité.

Pour chaque Etat, accomplissant postérieurement la formalité prévue à l'article précédent, la présente Convention prendra effet à compter du trentième jour suivant la date du dépôt de sa notification.

#### Article 8

La présente Convention s'applique de plein droit sur toute l'étendue du territoire métropolitain de chaque Etat contractant.

Tout Etat pourra, lors de la signature, de la notification, de l'adhésion ou ultérieurement, déclarer par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse que les dispositions de la présente Convention

seront applicables à l'un ou plusieurs de ses territoires extra-métropolitains, des Etats ou des territoires dont il assume la responsabilité internationale. Le Conseil Fédéral Suisse avisera de cette dernière notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil. Les dispositions de la présente Convention deviendront applicables dans les Etats ou les territoires désignés dans la notification le soixantième jour suivant la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

Tout Etat qui a fait une déclaration, conformément aux dispositions de l'alinéa 2 du présent article, pourra, par la suite, déclarer à tout moment par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse, que la présente Convention cessera d'être applicable à l'un ou à plusieurs des Etats ou territoires désignés dans la déclaration.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera de la nouvelle notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

La Convention cessera d'être applicable à l'Etat ou au territoire visé, le soixantième jour suivant la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

#### Article 9

Tout Etat membre du Conseil de l'Europe ou de la Commission Internationale de l'Etat Civil, ainsi que tout Etat lié par la Convention internationale relative au statut des Réfugiés signé à Genève le 28 juillet 1951 ou par le Protocole relatif au statut des Réfugiés du 31 janvier 1967, pourra adhérer à la présente Convention. L'acte d'adhésion sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse. Celui-ci avisera chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de tout dépôt d'acte d'adhésion. La Convention entrera en vigueur, pour l'Etat adhérent, le trentième jour suivant la date de dépôt de l'acte d'adhésion.

Le dépôt de l'acte d'adhésion ne pourra avoir lieu qu'après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

#### Article 10

La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Chacun des Etats contractants aura toutefois la faculté de la dénoncer en tout temps au moyen d'une notification adressée par écrit au Conseil Fédéral Suisse, qui en informera les autres Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Cette faculté de dénonciation ne pourra exercée avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la notification prévue à l'article 6 ou de l'adhésion.

La dénonciation produira effet à compter d'un délai de six mois après la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu la notification prévue à l'alinéa premier du présent article.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Berne, le treize septembre mil neuf cent soixante-treize, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse et dont une copie certifiée conforme sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants et au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

La République Fédérale d'Allemagne déclare qu'elle fait usage de la réserve prévue à l'alinéa b du paragraphe 1er de l'article 4 et qu'elle n'appliquera pas l'article 2 de cette Convention.

La République Fédérale d'Allemagne appliquera cette Convention à tout enfant dont la mère est allemande au sens de la loi fondamentale pour la République Fédérale d'Allemagne.

(s.) FERID

(s.) MÜHLENHÖVER

Pour le Royaume de Belgique:

(s.) LEROY

Pour la République Hellénique:

La République Hellénique déclare qu'elle fait usage de la réserve prévue à l'alinéa b du paragraphe 1er de l'article 4 et qu'elle n'appliquera pas l'article 2 de cette Convention.

(s.) E. KRISPI-NICOLETOPOULOU

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:

Conformément à l'article 4 de la Convention, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg déclare qu'il se réserve le droit de ne pas appliquer l'article 2.

(s.) HENRI DELVAUX

Pour le Royaume des Pays-Bas:

En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, les termes „Territoire métropolitain” et „Territoires extramétropolitains”, utilisés dans le texte de la Convention, signifient, vu l'égalité qui existe au point de vue du droit public entre les Pays-Bas, le Surinam et les Antilles néerlandaises, „Territoire européen” et „Territoires non-européens”.

(s.) D. S. VAN HEUKELOM

Pour la Confédération Suisse:

(s.) ERNST GÖTZ

Pour la République Turque:

(s.) SUAT BILGE

C. VERTALING**Overeenkomst inzake beperking van het aantal gevallen van  
staatloosheid**

De Staten die deze Overeenkomst hebben ondertekend, leden van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand, geleid door de wens het aantal gevallen van staatloosheid te beperken, zijn overeengekomen als volgt:

**Artikel 1**

Het kind waarvan de moeder de nationaliteit bezit van een Overeenkomstsluitende Staat, verkrijgt bij geboorte haar nationaliteit in geval het staatloos geweest zou zijn.

Wanneer de afstamming van de moeder evenwel eerst gevolg heeft voor de nationaliteit op de dag waarop deze komt vast te staan, verkrijgt het minderjarig kind op die dag de nationaliteit van zijn moeder.

**Artikel 2**

Voor de toepassing van het voorgaande artikel wordt het kind van een vader die als vluchteling wordt aangemerkt, beschouwd als niet bezittende diens nationaliteit.

**Artikel 3**

De bepalingen van de voorgaande artikelen zijn in elk der Overeenkomstsluitende Staten van toepassing op kinderen die na de inwerkingtreding van het Verdrag binnen deze Staat zijn geboren of die op dit tijdstip nog minderjarig zijn.

**Artikel 4**

Bij ondertekening, kennisgeving als bedoeld in artikel 6 of toetreding kan elke Overeenkomstsluitende Staat verklaren dat hij zich het recht voorbehoudt:

- a) de toepassing van de voorgaande artikelen te beperken tot kinderen geboren binnen het grondgebied van een Overeenkomstsluitende Staat;
- b) artikel 2 niet toe te passen;
- c) artikel 2 slechts toe te passen wanneer de vader als vluchteling is erkend binnen zijn grondgebied.

De voorbehouden bedoeld in de voorgaande alinea kunnen te allen tijde geheel of gedeeltelijk worden ingetrokken door middel van een kennisgeving aan de Zwitserse Bondsraad.

De Zwitserse Bondsraad stelt de Overeenkomstsluitende Staten en de Secretaris-Generaal van de Internationale Commissie voor de

Burgerlijke Stand op de hoogte van elk overeenkomstig dit artikel gemaakt of ingetrokken voorbehoud.

#### Artikel 5

De Overeenkomst staat niet in de weg aan de toepassing van internationale overeenkomsten of binnenlandse rechtsregels welke gunstiger zijn voor de toekenning van de nationaliteit van zijn moeder aan het kind.

#### Artikel 6

De ondertekenende Staten stellen de Zwitserse Bondsraad in kennis van de voltooiing van de procedures vereist voor de toepassing van deze Overeenkomst binnen hun grondgebied.

De Zwitserse Bondsraad doet de Overeenkomstsluitende Staten en de Secretaris-Generaal van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand mededeling van elke kennisgeving in de zin van de vorige alinea.

#### Artikel 7

Deze Overeenkomst treedt in werking te rekenen van de dertigste dag volgend op de datum van nederlegging van de tweede kennisgeving in de zin van artikel 6 en is van dat tijdstip af van kracht tussen de beide Staten die deze formaliteit hebben vervuld.

Voor iedere Staat die de in het voorgaande artikel bedoelde formaliteit op een later tijdstip vervult, wordt deze Overeenkomst van kracht te rekenen van de dertigste dag volgend op de datum van nederlegging van zijn kennisgeving.

#### Artikel 8

Deze Overeenkomst is van rechtswege van toepassing op het gehele grondgebied van het moederland van elke Overeenkomstsluitende Staat.

Elke Staat kan, bij de ondertekening, de kennisgeving, de toetreding of nadien door middel van een kennisgeving gericht aan de Zwitserse Bondsraad verklaren dat de bepalingen van deze Overeenkomst van toepassing zijn op een of meer van zijn buiten het moederland gelegen grondgebieden van de Staten of van de gebieden voor welke internationale betrekkingen hij verantwoordelijk is.

De Zwitserse Bondsraad doet van laatstgenoemde kennisgeving mededeling aan ieder der Overeenkomstsluitende Staten en aan de Secretaris-Generaal van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand.

De bepalingen van deze Overeenkomst worden van toepassing in de Staten of de grondgebieden, genoemd in de kennisgeving, op de zestigste dag na de datum waarop de Zwitserse Bondsraad bedoelde kennisgeving heeft ontvangen.

Elke Staat die een verklaring heeft afgelegd overeenkomstig het bepaalde in de tweede alinea van dit artikel, kan nadien op elk later tijdstip door middel van een kennisgeving gericht aan de Zwitserse Bondsraad verklaren dat deze Overeenkomst zal ophouden van toepassing te zijn op een of meer Staten of grondgebieden die in de verklaring zijn genoemd.

De Zwitserse Bondsraad doet van deze kennisgeving mededeling aan ieder der Overeenkomstsluitende Staten en de Secretaris-Generaal van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand.

De Overeenkomst houdt op van toepassing te zijn in de betrokken Staat of het betrokken grondgebied op de zestigste dag volgend op de datum waarop de Zwitserse Bondsraad voornoemde kennisgeving heeft ontvangen.

#### Artikel 9

Elke Lid-Staat van de Raad van Europa of van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand alsmede elke Staat gebonden door het Internationale Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, getekend te Genève op 28 juli 1951 of door het Protocol betreffende de status van vluchtelingen van 31 januari 1967, kan toetreden tot deze Overeenkomst. De akte van toetreding wordt nedergelegd bij de Zwitserse Bondsraad. Deze doet van elke nederlegging van een akte van toetreding mededeling aan elk der Overeenkomstsluitende Staten en de Secretaris-Generaal van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand.

De Overeenkomst treedt voor de toetredende Staat in werking op de dertigste dag volgend op de datum van de nederlegging van de akte van toetreding.

De nederlegging van de akte van toetreding kan eerst geschieden nadat deze Overeenkomst van kracht is geworden.

#### Artikel 10

Deze Overeenkomst blijft voor onbepaalde tijd van kracht. Elk der Overeenkomstsluitende Staten heeft evenwel de bevoegdheid de Overeenkomst te allen tijde op te zeggen door middel van een schriftelijke kennisgeving gericht aan de Zwitserse Bondsraad die de andere Overeenkomstsluitende Staten en de Secretaris-Generaal van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand hiervan mededeling doet.

Van deze bevoegdheid tot opzegging kan echter eerst gebruik worden gemaakt na het verstrijken van een termijn van een jaar te rekenen van de kennisgeving bedoeld in artikel 6 of de akte van toetreding.

De opzegging wordt van kracht zes maanden na de datum waarop de Zwitserse Bondsraad de kennisgeving bedoeld in de eerste alinea van dit artikel heeft ontvangen.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende vertegenwoordigers, hiertoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Bern, de dertiende september negentienhonderd drieenzeventig in een enkel exemplaar dat zal worden nedergelegd in de archieven van de Zwitserse Bondsraad en waarvan een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift langs diplomatieke weg zal worden toegezonden aan elk der Overeenkomstsluitende Staten en aan de Secretaris-Generaal van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand.

*(Voor de ondertekeningen zie blz. 4 van dit Tractatenblad.)*

---



D. PARLEMENT

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal alvorens in werking te kunnen treden.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zullen ingevolge artikel 7, eerste lid, in werking treden op de dertigste dag volgende op de datum van nederlegging van de tweede kennisgeving als bedoeld in artikel 6.

J. GEGEVENS

Op de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand, welke Commissie onder meer in de preambule tot de onderhavige Overeenkomst wordt genoemd, heeft betrekking een op 25 september 1950 te Bern ondertekend Protocol, waarvan tekst en vertaling zijn geplaatst in *Stb.* K 566. Zie ook *Trb.* 1952, 143.

Van het op 5 mei 1949 te Londen tot stand gekomen Statuut van de Raad van Europa, naar welke Raad in artikel 9, eerste lid, van de onderhavige Overeenkomst wordt verwezen, zijn tekst en vertaling afgedrukt in *Stb.* J 341. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1972, 170.

Van het op 28 juli 1951 te Genève tot stand gekomen Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, naar welk Verdrag in artikel 9, eerste lid, van de onderhavige Overeenkomst wordt verwezen, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1951, 131. Zie voor de vertaling in het Nederlands *Trb.* 1954, 88. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1971, 148.

Van het op 31 januari 1967 te New York tot stand gekomen Protocol betreffende de status van vluchtelingen, naar welk Protocol in artikel 9, eerste lid, van de onderhavige Overeenkomst wordt verwezen, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1967, 76. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1971, 149.

Uitgegeven de twaalfde maart 1974.

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*

M. VAN DER STOEL.